



Sahel: le grand embouteillage

Par [Leslie Varenne](#)

Mondialisation.ca, 23 juin 2020

[Iveris](#) 17 juin 2020

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Alors que la situation ne cesse de se détériorer au Sahel, la France se montre curieusement optimiste, tout en priant toujours l'Europe de s'investir dans l'opération Takouba. L'Union africaine, elle, prévoit de déployer 3.000 hommes, pendant que les États-Unis font pression sur l'Otan pour qu'elle intervienne dans la région.

Le 11 juin dernier, [l'Élysée publiait un communiqué d'autosatisfaction incompréhensible](#), compte tenu de la situation dans la bande sahélo-saharienne. Le « Château » déclarait ainsi : « *La victoire est possible au Sahel et c'est bien la perception qui est en train de s'installer chez nos partenaires* ». Il se félicitait également des « *progrès réalisés dans la lutte contre les groupes djihadistes* ». Certes, ce contentement soudain intervenait après l'élimination de l'émir d'AQMI, Abdelmalek Droukel, mais, même si sa mort peut être considérée comme une victoire symbolique, elle ne changera pas la nature du conflit. Avant lui, d'autres grandes figures du terrorisme sahélien étaient tombées sous le feu des forces françaises et cela n'avait pas réduit d'un iota les capacités de nuisance de ces groupes.

Des catastrophes en cascade

Et comme s'il s'agissait de doucher l'enthousiasme élyséen, plusieurs événements extrêmement graves se sont produits ces derniers jours. Quelques heures seulement avant la rédaction dudit communiqué, dans la nuit du 10 au 11 juin, le poste de sécurité ivoirien de la ville de Kafolo, à la frontière avec le Burkina Faso, a été attaqué, entraînant la mort d'une dizaine de militaires. Cette intrusion du terrorisme en territoire ivoirien qui, étrangement, n'a pas été revendiquée, est, elle aussi, fort symbolique. Elle signifie que la menace s'étend hors du contexte sahélien, dans un pays du très stratégique golfe de Guinée. Les craintes de voir les attaques terroristes se déployer dans toute l'Afrique de l'Ouest ont été anticipées depuis longtemps, mais entre les prophéties et la réalisation, il y a une marge qui vient d'être franchie.

Le précédent de Grand-Bassam en 2016, revendiqué par AQMI, n'était pas de même nature, c'était un attentat, comme il peut s'en produire partout, y compris en Occident. À Kafolo, en revanche, les assaillants ont attaqué une base militaire, signant ainsi leur implantation dans cette zone. C'est une très mauvaise nouvelle pour la Côte d'Ivoire, mais c'est surtout dramatique pour le Burkina Faso. Le pays des hommes intègres est désormais pris en tenaille au Nord, à l'Est, maintenant à l'Ouest et en partie au Sud. Seule sa frontière avec le Ghana semble encore préservée.

Au Mali, la situation n'est pas meilleure. Le 14 juin à Diabaly, près de la frontière mauritanienne, une colonne de l'armée malienne lourdement armée est tombée dans une embuscade. Lors de cet assaut, revendiqué par la Katiba Macina d'Hamadoun Kouffa,

29 soldats ont été abattus. Les terroristes ont également récupéré du matériel, dont dix véhicules 4x4. Dans la même semaine, un groupe armé a attaqué un convoi de la MINUSMA dans le nord du pays : deux Casques bleus ont été tués et trois humanitaires ont été enlevés dans le cercle de Niono. Pour les « *progrès réalisés dans la lutte contre les groupes djihadistes* », il faudra encore attendre.

L'entêtement

Pourquoi alors l'Élysée a-t-il jugé opportun de publier un communiqué aussi optimiste ? La France a-t-elle tenté de rassurer ses partenaires européens, qui rechignent toujours à intégrer la Task Force Takouba ? Le 4 juin, devant la commission Défense de l'Assemblée nationale, Florence Parly, ministre des Armées, a déclaré que seuls les Estoniens et les Suédois avaient donné leur accord. Au passage, elle oubliait les Belges, dont la participation est, il est vrai, symbolique : ils enverront seulement trois militaires. Ce n'est tout de même pas très élégant diplomatiquement parlant, d'autant que ce pays a été le premier répondre à l'appel. [La Grèce a annoncé le 12 juin dernier vouloir participer au groupe de travail de Takouba](#), sans préciser les moyens qu'elle mettra dans la corbeille. L'Italie, qui avait prononcé un non ferme dans un premier temps, a accepté de reprendre les discussions.

Florence Parly a annoncé qu'un premier détachement de 150 soldats serait déployé avant la fin de l'été. Pour autant, cette force, une de plus, ne changera pas la donne, comme le montre le déploiement des forces spéciales françaises dans la zone des trois frontières. Elles remportent certes des victoires tactiques, mais ne reprennent pas de terrain et n'empêchent pas les catastrophes en cascades de survenir. L'entêtement de Paris concernant Takouba reste donc incompréhensible, sauf si l'enjeu est moins la stabilisation de la région que de démontrer l'existence de cette « *Europe plus forte, unie et solidaire* » dont rêve Emmanuel Macron.

Mirage ou réalité ?

Pendant ce temps, l'Union africaine, qui ne veut pas être en reste, a prévu, elle aussi sa force de frappe pour lutter contre le terrorisme et veut mettre sur pied un contingent de 3.000 hommes. Cette annonce a été faite le 27 février dernier par Smaïl Chergui, le commissaire Paix et Sécurité de l'UA. Trois semaines plus tard, une réunion conjointe avec les pays du G5 Sahel et la CEDEAO, s'est tenue pour réfléchir aux modalités pratiques. Depuis, plus rien. Quels pays fourniront les troupes ? Comment seront-elles financées ? Où se déploieront-elles ? Comment se coordonneront-elles avec l'opération française Barkhane, Takouba, la MINUSMA ? Le mystère reste entier et l'utilité d'une force supplémentaire laisse pour le moins sceptique, même si l'UA serait légitime, sinon la plus légitime, à intervenir sur le continent.

L'Otan en embuscade ?

Le Pentagone n'a toujours pas fait savoir ce qu'il comptait faire quant à sa présence dans la région et s'il allait continuer à soutenir l'opération Barkhane. Lors d'une réunion du G5 Sahel le 26 mai, en visioconférence, l'envoyé spécial américain pour le Sahel, Peter Pham, a déclaré que son pays prendrait sa décision fin juillet. Pour autant, les États-Unis ne restent pas inactifs. Sur le plan diplomatique d'abord, en tentant d'imposer leur homme, David Gressly, à la tête de la MINUSMA pour remplacer le Tchadien Annadif Mahamat Saleh. Sur le plan militaire, [un article du magazine Foreign Policy](#) révèle que l'administration Trump ferait pression sur l'Otan pour qu'elle « *ouvre des discussions sur la menace terroriste au Sahel*,

en vue d'envisager éventuellement une mission de l'Otan pour soutenir la stabilité régionale. » Toujours selon Foreign Policy, des responsables à Washington auraient indiqué que cette idée n'en était qu'à ses débuts, qu'elle n'était pas figée et qu'elle n'est pas un point majeur à l'ordre du jour, mais qu'une telle mission serait conforme aux demandes de Donald Trump pour que l'Alliance en fasse plus dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. Pourtant, cette idée n'est pas nouvelle : cela fait maintenant un an que [l'Assemblée parlementaire de l'Otan a enjoint ses États membres à jouer un plus grand rôle en Afrique](#).

Les armées nationales, Barkhane, Takouba, l'Otan, l'UA ? Un grand embouteillage, mais pour quels résultats ? Comme dit le proverbe :
« *au milieu de tant de sages-femmes, le bébé se perd* »...

Leslie Varenne

Cet article a été publié dans le journal en ligne [Sputnik](#)

La source originale de cet article est [Iveris](#)
Copyright © [Leslie Varenne](#), [Iveris](#), 2020

Articles Par : **[Leslie Varenne](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca